



Du Parlement à la rue !

Un ministre de l'agriculture inconstant qui ne défend pas le budget éducatif de son ministère

Alors que l'examen du projet de loi de finances 2021 se termine après le passage à l'Assemblée Nationale, au Sénat puis en Commission mixte paritaire, puis à nouveau en 2^{ème} lecture dans les deux chambres, il semblerait que tous les amendements pour conforter le budget de l'enseignement agricole aient été repoussés par l'Assemblée Nationale conduisant le Sénat à opter pour une motion de rejet.

Malgré une mobilisation sans relâche du SNETAP FSU qui l'a conduit à faire de multiples interpellations auprès des parlementaires, malgré les nombreuses auditions par les différentes commissions des finances et commissions « éducation et culture » du Parlement, malgré l'écoute et le soutien d'élus de la plupart des partis politiques représentés, la politique d'austérité et de casse de l'enseignement agricole public n'a pu être stoppée.

Jamais il n'y aura eu autant de voix dans les deux hémicycles pour dénoncer la poursuite des suppressions des emplois et essayer d'y mettre un terme, le manque de moyens pour assurer l'accompagnement personnalisé des élèves de la filière STAV, comme les dédoublements et les enseignements optionnels et facultatifs, mais aussi pour dénoncer le différentiel de subvention pour la rémunération des AE entre l'Éducation Nationale et l'enseignement agricole ou encore permettre la mise en place de classes ULIS dans nos établissements.

Jamais il n'y aura eu autant de voix pour mettre en avant le rôle majeur de l'enseignement agricole pour accompagner le renouvellement de générations d'agriculteur-trices, pour relever les défis alimentaires, environnementaux et sociaux qui sont devant nous, des voix y compris dans la majorité gouvernementale puisqu'une députée LREM, rapporteure de la mission enseignement scolaire à la Commission des finances de l'Assemblée, a essayé de porter jusqu'au bout un amendement, malheureusement retiré par 2 fois sous la pression du gouvernement !

Une représentation nationale qui échoue entre manque de courage et grande irresponsabilité politique

Si toutes ces voix se sont élevées, on ne peut pas en dire autant de celle du ministre de l'agriculture. Jamais le ministre de l'agriculture n'aura été aussi peu présent pour défendre l'enseignement agricole, qui représente juste 60% des agents de son ministère, pas plus en commission qu'en plénière ! Son absence a même été soulignée dans les 2 assemblées, le rapporteur de la Commission des finances du Sénat allant jusqu'à dire « le drame de l'enseignement agricole est d'être au ministère de l'agriculture ».

C'est pour le SNETAP-FSU un rendez-vous manqué, alors que l'on a rarement été aussi « prêt du but » et que rarement les enjeux et l'importance de l'enseignement agricole pour les jeunes, pour les familles et pour les territoires n'ont été à ce point relevés.

C'est aussi tout le paradoxe entre les beaux discours de cette majorité, du gouvernement et du Ministre de l'agriculture lui-même à son arrivée au gouvernement cet été, entre une volonté affichée de faire de l'enseignement agricole un outil public en capacité d'assurer la transition agroécologique et une absence manifeste pour le défendre !

Le SNETAP-FSU portera le débat sur la place publique, cela tout au long de l'année qui s'ouvre et jusqu'aux présidentielles de 2022, fort du lancement d'une grande campagne d'opinion aux côtés du Comité de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public. Il contribuera également activement à la mission d'information sur l'avenir de l'enseignement agricole lancée par le Sénat.

Face au manque de courage politique et à l'irresponsabilité de cette majorité, le SNETAP-FSU appelle d'ores et déjà tous les personnels à la mobilisation pour défendre l'Enseignement Agricole Public dans la rue dès le 26 janvier 2021 avec l'ensemble du secteur de l'Éducation !

Paris, le 20 décembre 2020